



# SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Alpes-de-Haute-Provence"



# **FONDS DE SOLIDARITÉ**

PRANC

Données au 10/03/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

### Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 17 816 835 558 euros

Nombre d'aides : 7 459 493

Nombre d'entreprises : 1 976 439

# Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur





Montant total: 1 908 300 757 euros

Nombre d'aides: 795 351

Nombre d'entreprises : 206 045

# Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 60 876 075 euros

Nombre d'aides : 25 196

Nombre d'entreprises : 6 733



# PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PHIANC INC.

Données au 26/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

### Niveau National





Montant total: 133 348 790 616 euros

Nombre de prêts : 656 933

# Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



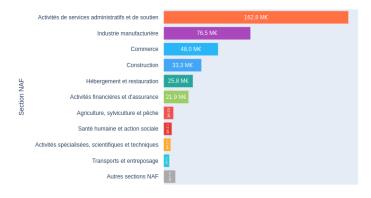


Montant total: 11 101 253 802 euros

Nombre de prêts : 72 070

# Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 405 668 991 euros

Nombre de prêts : 2 131



# REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



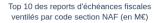
Données au 04/03/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr

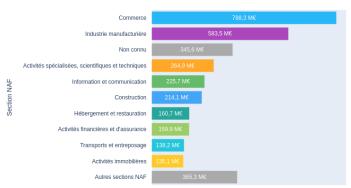


Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

### Niveau National





Montant total: 3 381 015 226 euros

Nombre de reports : 111 824

# Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



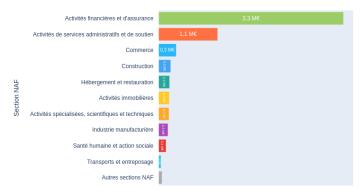


Montant total: 140 673 973 euros

Nombre de reports : 7 156

# Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 5 827 719 euros

Nombre de reports : 297



# AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

### Niveau National

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Autres sections NAF



Top 10 des aides CPSTI



Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

# Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



Montant total: 92 777 791 euros

Nombre d'aides: 119 543

# Niveau Départemental : Alpes-de-Haute-Provence



Montant total: 3 589 164 euros

Nombre d'aides: 4549



# **ACTIVITÉ PARTIELLE**

PANC PANCY

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

### Niveau National



## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

